Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire
Proposition de loi visant à lutter contre les plastiques dangereux pour
l'environnement et la santé (n° 205).

Document faisant état de l'avancement des travaux de
M. Jimmy Pahun, rapporteur
mardi 27 septembre 2022

SOMMAIRE

	Pages
COMMENTAIRE DES ARTICLES	3
<i>Article 1^{er}</i> (article L. 541-15-10 du code de l'environnement) : Interdiction des emballages en polystyrène.....	3
<i>Article 2</i> (article L. 541-15-10 du code de l'environnement) : Interdiction des emballages et contenants alimentaires constitués de composés perfluorés.....	8
<i>Article 3</i> (article L. 541-9-1 du code de l'environnement) : Information sur les produits à usage unique contenant du plastique.....	12
<i>Article 4</i> (article L. 360-1-1 [nouveau] du code de l'environnement) : Limitation de l'introduction d'objets en plastique à usage unique dans les espaces protégés.....	15
LISTE DES PERSONNES AUDITIONNÉES	19
CONTRIBUTION ÉCRITE REÇUE	23

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

(article L. 541-15-10 du code de l'environnement)

Interdiction des emballages en polystyrène

L'article 1^{er} vise à interdire les emballages en plastique constitués pour tout ou partie de polystyrène, à compter du 1^{er} janvier 2025.

I. LE POLYSTYRÈNE, UN PLASTIQUE DANGEREUX ET TRÈS MAL RECYCLÉ POUR LEQUEL DES ALTERNATIVES EXISTENT

1. Un plastique dangereux pour l'homme et pour l'environnement

Le styrène, monomère utilisé dans la fabrication du polystyrène, est considéré par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme un cancérigène possible pour l'humain depuis 2002. En 2019, l'OMS a réévalué cette position en plaçant le styrène comme probablement cancérigène pour l'homme, confirmant ainsi une étude du Centre international de recherche sur le cancer de mars 2018 ⁽¹⁾. Le styrène possède également des propriétés neurotoxiques qui ont amené l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) à préconiser un abaissement des valeurs limites d'exposition pour les salariés exposés ⁽²⁾.

Particulièrement toxique, le polystyrène peut migrer et contaminer l'homme, comme le montrent plusieurs études scientifiques. Par exemple, une étude menée au sein de l'université de Bretagne sud dans le cadre du projet européen *OceanWise* visant à développer des mesures à long terme pour réduire l'usage du polystyrène ⁽³⁾. Cette étude, réalisée en France sur du poulet contenu dans des plateaux en polystyrène expansé issus de quatre marques différentes, conclut que des microparticules de polystyrène sont présentes sur la surface et dans l'emballage ainsi que sur la viande. Les microplastiques de polystyrène adhèrent donc à la surface de la viande et sont de ce fait très probablement ingérés par les consommateurs.

Le polystyrène menace également les milieux naturels et notamment les écosystèmes marins. Troisième plastique le plus représenté dans les prélèvements effectués en mer et en eau douce, il est surreprésenté dans le milieu naturel par rapport à sa production, selon la fondation Tara Océan auditionnée par le rapporteur. À titre d'exemple, des études démontrent l'impact du polystyrène sur le plancton,

(1) <https://www.cancer-environnement.fr/fiches/publications-du-circ/monographies-vol-121-cancerogenicite-quinoleine-styrene-et-styrene-78-oxyde/>

(2) <https://www.anses.fr/fr/system/files/VSR2018SA0032Ra.pdf>

(3) <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S2214289419306738#!>

organisme à la base de la chaîne alimentaire et fondamental pour la captation du carbone ⁽¹⁾.

2. Un plastique très mal recyclé

Le polystyrène constitue l'un des principaux gisements d'emballages plastiques ménagers en France, en particulier pour les produits frais. À titre d'exemple, selon le rapport intitulé « *Quel potentiel 3R d'ici 2025 ? (Réduction, Réemploi, Recyclage) pour les emballages en plastique* », publié en novembre 2020 par le ministère de la transition écologique ⁽²⁾, il représente environ 70 % des emballages plastiques utilisés par l'industrie des produits laitiers en France, soit environ 100 000 tonnes par an.

Or, son recyclage, du fait du manque d'infrastructures dédiées, demeure à ce jour très faible. Le recyclage mécanique des plastiques styréniques reste un échec, la plupart des pilotes engagés il y a une dizaine d'années en France ayant été abandonnés. Demeurent, en Espagne et en Allemagne, deux unités industrielles faisant du *downcycling*, c'est-à-dire de la valorisation du matériau en produits bon marchés et jetables (pots de plantes plastiques et cintres à usage unique). L'intérêt d'un recyclage chimique du polystyrène ne semble pas non plus attesté, près de quinze ans après les premières annonces de travaux sur sa recyclabilité ⁽³⁾. Comme indiqué par l'Agence de la transition écologique (Ademe) lors de son audition par le rapporteur, le recyclage chimique a un bilan environnemental moins bon que le recyclage mécanique. La Fédération professionnelle des entreprises du recyclage (Federec) a également indiqué au rapporteur que le coût financier du recyclage chimique serait trois fois plus élevé que celui du recyclage mécanique. Enfin, chaque plastique nécessite sa propre filière de recyclage dont l'équilibre économique est conditionné à un flux minimum. Aussi, pour être rentable, la création d'une filière de recyclage spécifique rendrait indispensable l'augmentation de la production de déchets en polystyrène, ce qui va à l'encontre des objectifs de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dite « loi AGEC », en matière de réduction du recours au plastique. La mise en place de cette filière nécessite également la création d'unités de « sur-tri » opérées directement par Citeo pour assurer la qualité des déchets à recycler : nouvelle organisation du tri que l'association Amorce juge contraire à la libre administration des collectivités territoriales et non sans risque pour leurs finances.

Lors de l'examen de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi climat et résilience », les industriels favorables au polystyrène, regroupés au sein du Consortium PS25, se sont engagés solennellement à apporter, avant la fin de l'année

(1) Seoane M. et al, *Polystyrene microbeads modulate the energy metabolism of the marine diatom Chaetoceros neogracil*, *Environmental Pollution*, Vol. 251, 2019.

(2) https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Rapport_Quel_Potentiel_3R.pdf

(3) <https://www.reuters.com/investigates/special-report/environment-plastic-oil-recycling/>

2021, les preuves de la viabilité technique et financière d'une filière de recyclage chimique pour 2025, et à défaut d'établir une trajectoire de sortie progressive du matériau. Ce Consortium a effectivement produit un rapport en décembre 2021, sur la base duquel il a jugé son engagement rempli. Les membres du Consortium interrogés n'ont pas souhaité transmettre ce document au rapporteur. Questionnés lors des auditions, les services de l'État n'ont pas souhaité formuler d'observations sur ce rapport. L'Ademe, de son côté, n'entrevoit pas de filière opérationnelle d'ici le 1^{er} janvier 2025.

3. Un plastique pouvant être remplacé par des alternatives existantes

Plusieurs grands groupes de l'agroalimentaire se sont engagés à ne plus recourir au polystyrène. Nestlé s'est ainsi engagé à ne plus y recourir dès 2022 et Danone à horizon 2025. Plus largement, des engagements collectifs ont été pris aux États-Unis et au Royaume-Uni dans le cadre des « pactes emballages » pour se séparer de ce matériau jugé problématique. D'après la fondation Ellen Macarthur, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont fait le choix d'interdire le polystyrène, de même que de nombreux acteurs économiques dans le cadre du *Consumer goods forum* ou du *Global commitment*.

Des alternatives au polystyrène sont, en effet, immédiatement disponibles. Danone, par exemple, a récemment changé l'emballage de l'une de ses gammes de yaourts pour du PET (polytéréphtalate d'éthylène). Un plastique qui n'est pas identifié comme problématique pour la santé et dont le recyclage mécanique est parfaitement maîtrisé. Le choix des industriels pourrait être également celui d'anticiper l'objectif zéro plastique en 2040 fixé par la loi AGECE, en investissant dès maintenant dans des solutions de vrac et de réemploi.

En tout état de cause, les acteurs économiques – en particulier les petites et moyennes entreprises – devront être accompagnés par la puissance publique dans la réalisation de ces nécessaires transitions.

II. L'ÉTAT DU DROIT

1. Les objectifs de réduction du plastique

La loi AGECE du 10 février 2020 précitée constitue une avancée indéniable en matière de lutte contre la pollution plastique en prévoyant que la France se donne pour objectif d'atteindre la fin de la mise sur le marché d'emballages en plastique à usage unique d'ici à 2040.

Afin d'atteindre cet objectif, l'article L. 541-10-17 du code de l'environnement, créé par l'article 7 de la loi AGECE, rend obligatoire l'élaboration de stratégies quinquennales de réduction et de recyclage des plastiques à usage unique. Ces stratégies fixent un objectif de réduction, un objectif de réutilisation et de réemploi, ainsi qu'un objectif de recyclage, par voie de décret, d'abord pour la période 2021-2025, puis pour chaque période consécutive de cinq ans. Les

stratégies nationales sont élaborées et révisées en concertation avec les filières industrielles concernées, les collectivités territoriales et les associations de consommateurs et de protection de l'environnement.

Le décret n° 2021-517 du 29 avril 2021 relatif aux objectifs de réduction, de réutilisation et de réemploi, et de recyclage des emballages en plastique à usage unique pour la période 2021-2025 est venu préciser ces dispositions. Il instaure notamment :

– un objectif de 20 % de réduction des emballages en plastique à usage unique d'ici fin 2025, dont au minimum la moitié obtenue par recours au réemploi et à la réutilisation ;

– un objectif de tendre d'ici fin 2025 vers une réduction de 100 % des emballages en plastique à usage unique « inutiles », définis comme ceux n'ayant pas de fonction technique essentielle comme une fonction de protection, sanitaire et d'intégrité des produits, de transport, ou de support d'information réglementaire ;

– un objectif de tendre vers le recyclage de 100 % des emballages en plastique à usage unique mis sur le marché, en veillant à ce qu'ils ne perturbent pas les chaînes de tri ou de recyclage et qu'ils ne comportent pas de substances ou d'éléments susceptibles de limiter l'utilisation du matériau recyclé.

La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi « climat et résilience », renforce la trajectoire définie dans la loi AGEC, grâce notamment au développement de la vente en vrac. L'article 23 de la loi prévoit ainsi qu'au 1^{er} janvier 2030, les commerces de vente au détail dont la surface est supérieure ou égale à 400 mètres carrés devront consacrer au moins 20 % de leur surface de vente à la vente de produits présentés sans emballage primaire, y compris la vente en vrac.

2. Les interdictions du plastique

Initiée par la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, l'interdiction de la mise à disposition d'un certain nombre de produits en plastique à usage unique a été renforcée par la loi AGEC. Ces dispositions, aujourd'hui codifiées à l'article L. 541-15-10 du code de l'environnement, sont entrées en vigueur de manière progressive.

La loi du 17 août 2015 précitée a tout d'abord interdit la production, la distribution, la vente, la mise à disposition et l'utilisation d'emballages ou de sacs fabriqués, en tout ou partie, à partir de plastique oxo-fragmentable. Cette disposition a été étendue par la loi AGEC, qui interdit, à compter du 1^{er} janvier 2021, la mise sur le marché de l'ensemble des produits fabriqués à base de plastique oxodégradable. Cette interdiction générale se justifie par le fait que ce type de plastique renferme des additifs qui, sous l'effet de l'oxydation, conduisent à la fragmentation de la matière plastique en micro-fragments. Ces micro-particules

persistent dans l'environnement et, entraînées par les eaux fluviales, se retrouvent dans les mers et les océans.

À part cette interdiction générale du plastique oxodégradable, les interdictions qui touchent le plastique visent plutôt une liste de produits, quel que soit le type de plastique utilisé pour les produire.

Ainsi, l'interdiction de mise à disposition de produits en plastique à usage unique, qui s'applique depuis 2016 aux sacs de caisse, a été étendue en 2017 à tous les sacs d'emballage aux points de vente, à l'exception des sacs compostables biosourcés. Cette interdiction concerne de nouveaux produits depuis le 1^{er} janvier 2020, notamment les gobelets et les verres ainsi que les assiettes jetables de cuisine pour la table. Depuis le 1^{er} janvier 2021, la même interdiction s'applique aux pailles, à l'exception de celles destinées à être utilisées à des fins médicales, aux confettis en plastique, aux piques à steak, aux couvercles à verre jetables, *etc.* La vente au détail de fruits et légumes frais sous conditionnement plastique en dessous de 1,5 kg ⁽¹⁾, ou encore la mise sur le marché de sachets de thé et de tisane en plastique non biodégradable, sont interdites depuis le 1^{er} janvier 2022. D'autres interdictions doivent entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2025. À cette date, il sera mis fin à l'utilisation de contenants alimentaires de cuisson, de réchauffe et de service en plastique dans les services de restauration collective des établissements scolaires et universitaires ainsi que dans les établissements d'accueil des enfants de moins de six ans.

Enfin, l'article 23 de la loi « climat et résilience » complète l'article L. 541-15-10 précité pour prévoir qu'« à compter du 1^{er} janvier 2025, les emballages constitués pour tout ou partie de polymères ou de copolymères styréniques, non recyclables et dans l'incapacité d'intégrer une filière de recyclage, sont interdits ».

III. LE DISPOSITIF DE LA PROPOSITION DE LOI

L'article 1^{er} de la proposition de loi vise à interdire les emballages constitués pour tout ou partie de polystyrène, à compter du 1^{er} janvier 2025.

La loi « climat et résilience » a interdit ces emballages en polystyrène à compter de 2025, mais en limitant cette interdiction aux emballages « *non recyclables et dans l'incapacité d'intégrer une filière de recyclage* », à la suite de l'adoption d'un amendement d'origine sénatoriale.

(1) À l'exception de certains produits listés par le décret n° 2021-1318 du 8 octobre 2021 relatif à l'obligation de présentation à la vente des fruits et légumes frais non transformés sans conditionnement composé pour tout ou partie de matière plastique.

L'article 1^{er} propose de revenir à la disposition telle qu'adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture de la loi « climat et résilience », avant que le Sénat ne limite sa portée et que la commission mixte paritaire maintienne la disposition dans sa version amoindrie par le Sénat.

À cette fin, l'article 1^{er} de la proposition de loi modifie l'avant-dernier alinéa du III de l'article L. 541-15-10 du code de l'environnement pour supprimer la condition de recyclabilité.

Cette interdiction plus large des emballages en polystyrène est motivée par la forte toxicité du polystyrène pour l'homme comme pour l'environnement.

*

* *

Article 2

(article L. 541-15-10 du code de l'environnement)

Interdiction des emballages et contenants alimentaires constitués de composés perfluorés

L'article 2 vise à interdire, à compter du 1^{er} janvier 2025, les emballages et contenants alimentaires constitués pour tout ou partie de composés perfluorés, dont l'innocuité pour la santé humaine n'est pas établie.

I. LES COMPOSÉS PERFLUORÉS, DES PRODUITS TOXIQUES OMNIPRÉSENTS DANS L'ENVIRONNEMENT

Les composés perfluorés, également connus sous le nom de per- et polyfluoroalkylées (PFAS) sont des substances chimiques synthétiques antiadhésives, imperméabilisantes et résistantes aux fortes chaleurs, utilisées depuis les années 1950 dans un grand nombre de produits industriels et de biens de consommation courants (textiles, emballages alimentaires, mousses anti-incendie, revêtements antiadhésifs, cosmétiques, produits phytosanitaires, *etc.*). Les deux types de PFAS les plus connus sont l'acide perfluorooctanoïque (PFOA) et le sulfonate de perfluorooctane (PFOS), ces derniers étant les plus persistants dans l'environnement.

L'utilisation variée de ces composés chimiques, combinée à leur caractère très persistant, est à l'origine d'une contamination de tous les milieux naturels, qu'il s'agisse de l'eau, de l'air, des sols ou encore des sédiments. Certaines de ces substances s'accumulent dans les organismes vivants et se retrouvent dans la chaîne alimentaire. D'autres, plus mobiles, sont transportées sur de très longues distances par l'eau ou l'air et peuvent se retrouver jusque dans les océans Arctique et Antarctique ⁽¹⁾.

(1) <https://www.anses.fr/fr/content/pfas-des-substances-chimiques-dans-le-collimateur>

Présentes dans l'environnement, ces substances se retrouvent également chez l'homme. Une étude de Santé publique France, menée entre 2014 et 2016 et dont les résultats ont été publiés en 2019, a permis de mesurer les niveaux d'imprégnation par les composés perfluorés dans la population française continentale, âgée de 6 à 74 ans. Malgré les restrictions d'usage de certains perfluorés, les résultats montrent que la population est exposée à un ou plusieurs de ces composés, en particulier le PFOA et le PFOS, leur présence ayant été retrouvée chez tous les participants, aussi bien les enfants que les adultes ⁽¹⁾.

Or, la toxicité des PFAS pour l'homme a été démontrée par de nombreuses études. Comme le note l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, ces composés chimiques provoquent une augmentation du taux de cholestérol, peuvent entraîner des cancers, réduire la fertilité et nuire au développement du fœtus. Ils sont également suspectés d'interférer avec les systèmes endocrinien et immunitaire. Cet effet des PFAS sur le système immunitaire a récemment été mis en exergue par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) qui considère que la diminution de la réponse du système immunitaire à la vaccination constitue l'effet le plus critique pour la santé humaine.

II. L'ÉTAT DU DROIT

1. La réglementation internationale

La Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, adoptée en mai 2001 et entrée en vigueur en mai 2004, réglemente plusieurs composés de la famille des PFAS au niveau mondial.

L'utilisation du PFOS est restreinte depuis 2009 et le PFOA est interdit depuis 2020. Par ailleurs, la famille de l'acide perfluorohexane sulfonique (PFHxS), ses sels et composés apparentés sont envisagés pour une inclusion prochaine dans ladite Convention.

2. La réglementation européenne

Le règlement (UE) 2019/1021 du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants interdit le PFOA, à la suite de l'adoption d'un règlement délégué le 8 avril 2020 ⁽²⁾ modifiant l'annexe I dudit règlement. Toutefois, cette interdiction s'accompagne de nombreuses dérogations. Ainsi, la fabrication, la mise

(1) <https://www.santepubliquefrance.fr/determinants-de-sante/exposition-a-des-substances-chimiques/perturbateurs-endocriniens/documents/rapport-synthese/impregnation-de-la-population-francaise-par-les-composes-perfluores-programme-national-de-biosurveillance-esteban-2014-2016>

(2) Règlement délégué (UE) 2020/784 du 8 avril 2020 modifiant l'annexe I du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil aux fins d'y inscrire l'acide perfluorooctanoïque (PFOA), ses sels et les composés apparentés au PFOA.

sur le marché et l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés sont autorisées, entre autres, jusqu'en juillet 2025 pour les procédés de photolithographie ou de gravure dans la fabrication de semi-conducteurs, pour les dispositifs médicaux invasifs et implantables ou encore pour la mousse anti-incendie. Ils sont également autorisés pour les textiles hydrofuges ou oléofuges pour les vêtements de protection des travailleurs jusqu'en juillet 2023.

Une réglementation plus stricte des PFAS pourrait néanmoins être adoptée dans le cadre de la stratégie de l'Union européenne pour la durabilité dans le domaine des produits chimiques, approuvée par le Conseil en mars 2021. Cette stratégie « *vise à parvenir à un environnement exempt de substances toxiques avec un niveau élevé de protection de la santé humaine et de l'environnement, tout en renforçant la compétitivité de l'industrie chimique de l'Union européenne* »⁽¹⁾. Dans ses conclusions, le Conseil demande à la Commission de mettre en œuvre les mesures prévues dans la stratégie, notamment en rationalisant la législation de l'Union européenne relative aux produits chimiques, en remplaçant et en réduisant au minimum les substances préoccupantes et en éliminant progressivement les produits chimiques les plus nocifs. La stratégie vise spécifiquement à interdire les substances chimiques les plus toxiques présentes dans des produits de consommation comme les cosmétiques, les jouets, les détergents, les articles de puériculture, les meubles, les textiles ou les matériaux entrant en contact avec des denrées alimentaires, à moins qu'elles ne soient jugées essentielles pour la santé, la sécurité ou le fonctionnement de la société, ou qu'il n'existe pas de solution de remplacement.

Dans ce cadre, la Commission européenne a publié, lundi 25 avril 2022, une feuille de route pour restreindre l'usage des produits chimiques les plus dangereux. La Commission vise plusieurs familles de produits reconnus pour provoquer cancers ou troubles hormonaux, parmi lesquels figurent les PFAS, aux côtés notamment des retardateurs de flamme bromés, des bisphénols ou des phtalates.

La révision du règlement européen n° 1907/2006 Reach⁽²⁾, qui fixe les règles régissant l'enregistrement, l'évaluation, l'autorisation et la restriction des substances chimiques au sein de l'Union européenne, doit tenir compte de la stratégie du Conseil et de la feuille de route de la Commission.

À cet égard, l'Agence européenne des produits chimiques (Echa) a présenté, le 23 février 2022, une proposition de restriction au titre du règlement Reach pour tous les PFAS contenus dans les mousses anti-incendie. En parallèle, cinq pays européens (Pays-Bas, Allemagne, Danemark, Suède et Norvège) proposent d'aller plus loin et ont annoncé leur intention de restreindre la fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des PFAS au travers du règlement Reach.

(1) <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2021/03/15/council-approves-conclusions-on-the-eu-chemicals-strategy-for-sustainability/>

(2) <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2007:136:0003:0280:fr:PDF>

Jugeant la réglementation actuelle applicable aux PFAS insuffisante pour prévenir les risques sanitaires et environnementaux qu'ils engendrent, des États ont déjà interdit certaines utilisations des PFAS. Devançant ainsi l'évolution de la réglementation européenne, le Danemark a interdit l'usage des PFAS dans les emballages alimentaires depuis juillet 2020. L'État du Maine aux États-Unis a quant à lui promulgué une loi le 16 juillet 2021 qui interdit, dès 2030, toute utilisation de polyfluoroalkylées.

III. LE DISPOSITIF DE LA PROPOSITION DE LOI

L'article 2 de la proposition de loi complète le III de l'article L. 541-15-10 du code de l'environnement, relatif à l'interdiction de divers produits en plastique, par un nouvel alinéa interdisant les emballages et contenants alimentaires constitués pour tout ou partie de composés perfluorés.

Il est précisé que cette interdiction, dont l'entrée en vigueur est prévue à compter du 1^{er} janvier 2025, concerne les produits dont l'innocuité pour la santé humaine n'est pas établie.

Ce faisant, suivant l'exemple du Danemark qui l'a précédée, la France pourrait devenir le deuxième pays européen à interdire ces substances chimiques particulièrement toxiques.

Cette disposition est cohérente avec la stratégie de l'Union européenne pour la durabilité dans le domaine des produits chimiques et avec la récente feuille de route de la Commission européenne pour restreindre l'usage des produits chimiques les plus dangereux, qui prévoit un renforcement de la réglementation européenne sur ce sujet. Des discussions sont d'ores et déjà engagées afin de modifier le règlement européen Reach précité en ce sens.

*

**

Article 3

(article L. 541-9-1 du code de l'environnement)

Information sur les produits à usage unique contenant du plastique

L'article 3 tend à rendre obligatoire le marquage des produits à usage unique contenant du plastique, à compter du 1^{er} janvier 2024.

I. L'ÉTAT DU DROIT

1. Le développement de l'information du consommateur

Plusieurs dispositions adoptées récemment visent à améliorer l'information du consommateur sur la qualité et l'impact environnemental des produits générateurs de déchets.

● Créé par l'article 13 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dite « loi AGEC », l'article L. 541-9-1 du code de l'environnement prévoit qu'« afin d'améliorer l'information des consommateurs, *« les producteurs et importateurs de produits générateurs de déchets informent les consommateurs, par voie de marquage, d'étiquetage, d'affichage ou par tout autre procédé approprié, sur leurs qualités et caractéristiques environnementales, notamment l'incorporation de matière recyclée, l'emploi de ressources renouvelables, la durabilité, la compostabilité, la réparabilité, les possibilités de réemploi, la recyclabilité et la présence de substances dangereuses, de métaux précieux ou de terres rares, en cohérence avec le droit de l'Union européenne »*. Ces informations doivent être visibles ou accessibles par le consommateur au moment de l'acte d'achat.

Concernant plus particulièrement le plastique, l'article L. 541-9-1 précise que :

– les produits et emballages en matière plastique dont la compostabilité ne peut être obtenue qu'en unité industrielle ne peuvent porter la mention « compostable » ;

– les produits et emballages en matière plastique compostables en compostage domestique ou industriel portent la mention « Ne pas jeter dans la nature ».

En outre, le décret d'application n° 2022-748 du 29 avril 2022 relatif à l'information du consommateur sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits générateurs de déchets prévoit une information des consommateurs sur la présence, dans les produits textiles, de microfibres plastiques. L'indication, sous la forme de la mention « rejette des microfibres plastiques dans l'environnement lors du lavage » est mise à disposition lorsque le produit contient plus de 50 % de fibres synthétiques.

● L'article 2 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi « climat et résilience » rend obligatoire, à l'issue d'expérimentations, un affichage environnemental, ou social et environnemental, pour certaines catégories de biens ou de services, dont la liste sera fixée par décret. Pour les autres catégories de biens et de services, l'affichage reste volontaire.

Codifié à l'article L. 541-9-11 du code de l'environnement, cet affichage s'effectue par voie de marquage ou d'étiquetage ou par tout autre procédé adapté. Il est visible ou accessible pour le consommateur, en particulier au moment de l'acte d'achat. L'information apportée doit faire ressortir, de façon fiable et facilement compréhensible pour le consommateur, l'impact environnemental des biens et services considérés sur l'ensemble de leur cycle de vie.

2. Le marquage obligatoire de certains produits en plastique à usage unique

La directive (UE) 2019/904 du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement impose le marquage de certains produits en plastique à usage unique. Son article 7 prévoit ainsi que les États membres veillent à ce que certains produits en plastique à usage unique portent un marquage visible, nettement lisible et indélébile, apposé sur l'emballage ou sur le produit proprement dit. Ce marquage doit informer le consommateur concernant :

– les solutions appropriées de gestion des déchets ou les moyens d'élimination des déchets à éviter ;

– la présence de plastique dans le produit et les effets nocifs sur l'environnement résultant du dépôt sauvage ou d'autres moyens d'élimination inappropriés des déchets issus du produit.

Les produits concernés par la directive sont les suivants :

– les serviettes hygiéniques, tampons et applicateurs de tampons ;

– les lingettes humides, c'est-à-dire les lingettes pré-imbibées pour usages corporels et domestiques ;

– les produits du tabac avec filtres et les filtres commercialisés pour être utilisés en combinaison avec des produits du tabac ;

– les gobelets pour boissons.

Les modalités d'application de l'article 7 de la directive du 5 juin 2019 précitée sont prévues par le règlement d'application de la Commission du 17 décembre 2020. Celui-ci précise notamment que chaque unité de vente porte un

marquage sur son emballage et que le marquage n'est pas requis sur les emballages dont la surface est inférieure à 10 cm².

Le décret n° 2021-1279 du 30 septembre 2021 relatif au marquage de certains produits en plastique à usage unique transpose l'obligation de marquage prévue par la directive. Il crée un nouvel article R. 541-335 dans le code de l'environnement, qui reprend les produits listés par la directive ainsi que les modalités d'application prévues par le droit européen.

Les produits concernés bénéficient d'un délai d'écoulement des stocks courant jusqu'au 31 décembre 2022, dès lors qu'ils ont été mis sur le marché avant le 3 juillet 2021. Le défaut d'affichage est puni de l'amende prévue pour les contraventions de troisième classe, soit 350 euros.

II. LE DISPOSITIF DE LA PROPOSITION DE LOI

L'article 3 de la proposition de loi améliore l'information du consommateur en rendant obligatoire le marquage des produits à usage unique contenant du plastique.

Il complète ainsi l'article L. 541-9-1 du code de l'environnement relatif à l'information des consommateurs sur les produits générateurs de déchets, pour prévoir que tout produit à usage unique constitué pour tout ou partie de polymères artificiels, quelle qu'en soit la proportion, fait l'objet d'un marquage.

Reprenant les termes employés à l'article 7 de la directive du 5 juin 2019 précitée, l'article 3 de la proposition de loi précise que ce marquage doit indiquer la présence de plastique dans le produit ainsi que les effets nocifs sur l'environnement résultant du dépôt sauvage ou d'autres moyens d'élimination inappropriés des déchets issus du produit. Le marquage, apposé sur l'emballage ou sur le produit proprement dit, doit être visible, nettement lisible et indélébile.

L'entrée en vigueur de cette disposition est prévue au plus tard le 1^{er} janvier 2024.

*

**

Article 4

(article L. 360-1-1 [nouveau] du code de l'environnement)

Limitation de l'introduction d'objets en plastique à usage unique dans les espaces protégés

L'article 4 permet au maire ou au préfet de limiter l'introduction d'objets et d'emballages en plastique à usage unique dans les espaces protégés.

I. LES DÉCHETS PLASTIQUES, UNE MENACE POUR LA BIODIVERSITÉ MARINE ET TERRESTRE

Dans un récent rapport intitulé « *Pollution plastique : une bombe à retardement ?* », l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) met en avant les impacts délétères du plastique sur l'environnement ⁽¹⁾. Le député Philippe Bolo et la sénatrice Angèle Prévile, auteurs du rapport, rappellent que la fabrication des plastiques contribue au réchauffement climatique et présente un facteur de risque non négligeable pour la biodiversité. Ils notent ainsi qu'« *une méta-analyse récente a estimé à 2 249 le nombre de plantes, d'animaux et de microbes affectés par la pollution plastique à l'échelle mondiale. [...] Plus de 300 espèces sont concernées par les enchevêtrements, les étranglements ou l'ingestion de plastiques. Or, 15 % des mammifères marins, vulnérables aux déchets plastiques, figurent déjà sur la liste rouge des espèces menacées* ». Chaque année, 1,4 million d'oiseaux et 14 000 mammifères seraient retrouvés morts en raison de l'ingestion de plastiques. Des effets toxicologiques variables (sur la physiologie, le métabolisme, le comportement et la reproduction) sont en outre constatés en laboratoire sur différents organismes vivants tels que les coraux, les huîtres ou certains types de poissons.

Au-delà de cette menace pour la biodiversité, la pollution plastique est aussi visuelle puisqu'elle dégrade les paysages naturels.

Si l'ensemble des pays est aujourd'hui touché par la pollution plastique, sur terre comme sur mer, les espaces protégés doivent être les premiers à être préservés de cette forme de pollution. En France métropolitaine et dans les territoires d'outre-mer, la surface totale des aires protégées représente 33 % du territoire national et de nos espaces maritimes. Elles comprennent notamment les parcs nationaux, les parcs naturels régionaux, les réserves naturelles, les aires marines protégées ou encore les sites Natura 2000.

(1) https://www2.assemblee-nationale.fr/content/download/320346/3119124/version/2/file/2020_0063_rapport_pollution_plastique-compress%C3%A9.pdf

II. L'ÉLIMINATION DE LA POLLUTION PLASTIQUE DANS LES ESPACES PROTÉGÉS, UN OBJECTIF RÉCEMMENT RÉAFFIRMÉ

À l'issue du Congrès mondial de la nature de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) qui s'est tenu à Marseille du 3 au 11 septembre 2021, les participants ont appelé les États à « *éliminer la pollution par le plastique dans les aires protégées, en agissant en priorité sur les produits plastiques à usage unique* ».

Les membres de l'UICN réunis lors de ce Congrès mondial ont adopté une résolution relative à la réduction du plastique à usage unique dans les espaces protégés. Celle-ci stipule que ses signataires :

– ont conscience que « *les aires protégées jouent un rôle important dans la protection de la biodiversité mondiale, l'atténuation des émissions de carbone et le renforcement de la résilience face au changement climatique* » ;

– reconnaissent que « *les produits en plastique représentent la majorité des déchets qui polluent les aires protégées, qu'ils sont souvent éliminés de manière inappropriée et qu'il faut jusqu'à mille ans pour que les plastiques jetés dans la nature se décomposent* » ;

– notent « *qu'il existe des solutions de rechange pour transporter les boissons et autres produits et éviter d'apporter des emballages en plastique à usage unique dans les aires protégées, et que les politiques « geste propre – gardez et trieux vos déchets » encouragent une gestion responsable des plastiques apportés dans les aires protégées* ».

La résolution « *prie instamment les États membres de prendre des mesures prioritaires d'ici à 2025 pour prévenir la pollution des aires protégées par les produits en plastique à usage unique, le but ultime étant d'éliminer toute pollution par le plastique dans les aires protégées* » ⁽¹⁾.

III. LE DISPOSITIF DE LA PROPOSITION DE LOI

L'article 4 de la proposition de loi permet de limiter ou d'interdire l'introduction d'objets et d'emballages en plastique jetable dans les espaces protégés.

Il crée un nouvel article L. 360-1-1 dans le code de l'environnement dont le I dispose que l'introduction, le transport et l'utilisation d'objets et d'emballages en plastique à usage unique dans les espaces protégés peuvent être réglementés ou interdits dès lors qu'ils sont de nature à compromettre soit la protection ou la mise en valeur de ces espaces à des fins écologiques, agricoles, forestières, esthétiques, paysagères ou touristiques, soit la protection des espèces animales ou végétales.

(1) https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/resrecfiles/WCC_2020_RES_069_FR.pdf

Des dérogations à ces restrictions sont prévues au **I** : elles ne s'appliquent pas lorsque l'introduction, le transport ou l'utilisation des objets et emballages en plastique à usage unique sont nécessaires à l'exécution d'une mission opérationnelle de secours, de sécurité civile, de police, de douanes ou de la défense nationale.

Le **II** du nouvel article L. 360-1-1 prévoit que la mise en place d'une telle réglementation est décidée par arrêté motivé, pris par les autorités suivantes :

- le maire ;
- le préfet après avis des maires des communes concernées lorsque la mesure excède le territoire d'une seule commune ;
- le préfet maritime lorsque la mesure concerne les espaces maritimes.

Le préfet peut également prendre l'arrêté de réglementation ou d'interdiction en cas d'inaction du maire et après mise en demeure de ce dernier restée sans résultat.

*

* *

LISTE DES PERSONNES AUDITIONNÉES

(par ordre chronologique)

Table ronde avec des associations environnementales et M. Robert Barouki

Zero Waste France*

Mme Moïra Tourneur, responsable du plaidoyer

Association santé environnement France

M. Pierre Souvet, président

Fondation Tara Océan*

M. Henri Bourgeois Costa, directeur des affaires publiques - plaidoyer « Plastique »

Surfrider Foudation Europe*

Mme Diane Beaumenay-Joannet, responsable du plaidoyer « Déchets aquatiques »

M. Robert Barouki, chef de service en biochimie métabolomique et protéomique à l'hôpital Necker-Enfants malades, directeur de l'unité Inserm 1124

Conservatoire du littoral

Mme Hélène Syndique, directrice adjointe

Mme Guillemette Rolland, directrice de l'action foncière et des systèmes d'information

Table ronde « État et collectivités territoriales »

Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires - Direction générale de la prévention des risques (DGPR)

M. Vincent Coissard, sous-directeur « Déchets et économie circulaire »

Agence de la transition écologique (Ademe)

M. Roland Marion, directeur « Économie circulaire »

Association des maires de France (AMF)

Mme Sylviane Oberlé, chargée de mission « Prévention des pollutions »

Mme Charlotte de Fontaines, chargée des relations avec le Parlement

Table ronde avec des professionnels des déchets

Fédération professionnelle des entreprises du recyclage (Federec)*

M. Manuel Burnand, directeur général

M. Christophe Viant, président de Federec Plastiques

Mme Agathe Maury, chargée de mission de Federec Plastiques"

Syndicat national des entrepreneurs de la filière Déchet (Snefid)*

Mme Guénola Gascoin, secrétaire générale

Mme Cécile Janvier, chargée de mission

Citeo

Mme Sophie Genier, directrice des services « Recyclage »

M. Thibault Boucher, conseiller « Affaires publiques »

Fédération nationale des activités de la dépollution et de l'environnement (Fnade)*

Mme Clotilde Vergnon, responsable « Recyclage et filières REP »

M. Clément Bernard, chargé de mission « Plastique »

M. Thomas Sauvaget, responsable « Relations institutionnelles »

Mme Catherine Klein, directrice générale de Valorplast

Table ronde avec des représentants de l'industrie agroalimentaire

Association nationale des industries alimentaires (ANIA)

M. Mickaël Nogal, directeur général

M. Xavier Arrom, responsable « Environnement et économie circulaire »

Danone*

Mme Marie Piednoir, *Sustainable Packaging Manager*, France

Mme Marion Bouissou-Thomas, responsable du pôle « Affaires publiques & B Corp », France

Nestlé France*

M. Mathieu Tuau, directeur « *Corporate Packaging* »

M. Fabio Brusa, directeur des affaires publiques et européennes

Yoplait France*

M. Yves Legros, directeur général

M. Florian Trohay, responsable « RSE et développement durable »

Mme Christine Eysseric Rocca, directrice « Communication et stratégie RSE » de la coopérative Sodiaal

Table ronde avec des représentants d'entreprises de la plasturgie

Conseil national de l'emballage

M. Michel Fontaine, président

M. Brunon Siri, délégué général

Plastalliance*

M. Joseph Tayefeh, secrétaire général

M. Philippe Cohu, vice-président de Plastalliance en charge du recyclage et de l'économie circulaire, président de Soparco

M. Luc-Eric Krief, porte-parole de Plastalliance et président du groupe SD2M

Plastics Europe

M. Jean Yves Daclin, directeur général de Plastics Europe France

Mme Véronique Fraigneau, directrice des affaires publiques et de la communication de Plastics Europe France

M. Christian Block, directeur de la chaîne des styréniques de Plastics Europe

M. Martin Lefeuvre, directeur conseil, Communication & Institutions

Polyvia*

M. Marc Madec, directeur « Développement durable » de Polyvia

M. Franck Dumasdelage, *General Manager* de Sirap France

M. Gilles Istin, *Managing Director* de KNAUF Industries France

** Ces représentants d'intérêts ont procédé à leur inscription sur le registre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.*

CONTRIBUTION ÉCRITE REÇUE

Syndifrais*

** Ces représentants d'intérêts ont procédé à leur inscription sur le registre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.*